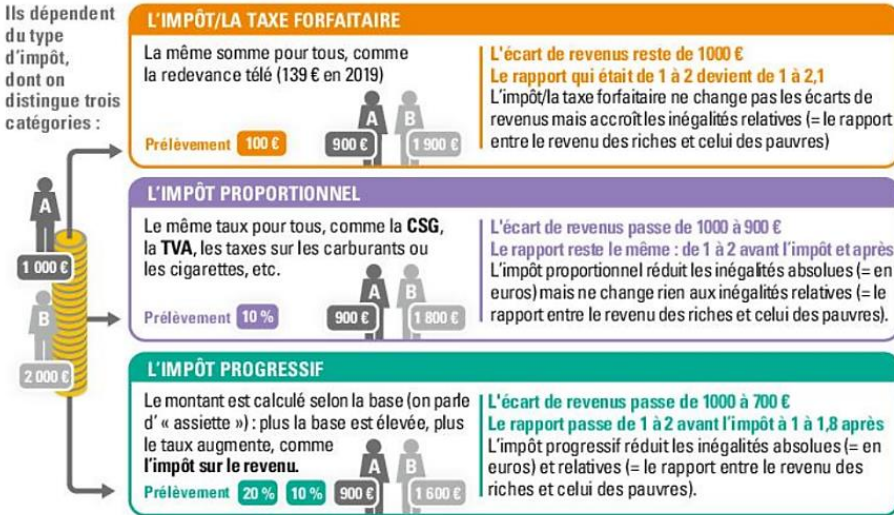


1<sup>er</sup> levier : La fiscalité

Membres du groupe :

Partie 1 : Activité sur documents

Doc 1 Les effets des impôts sur les inégalités



François Dufour et Nathalie Perrigot, « Riches ou pauvre : qui paye le plus d'impôts en France ? », L'Éco, 19 avril 2019.

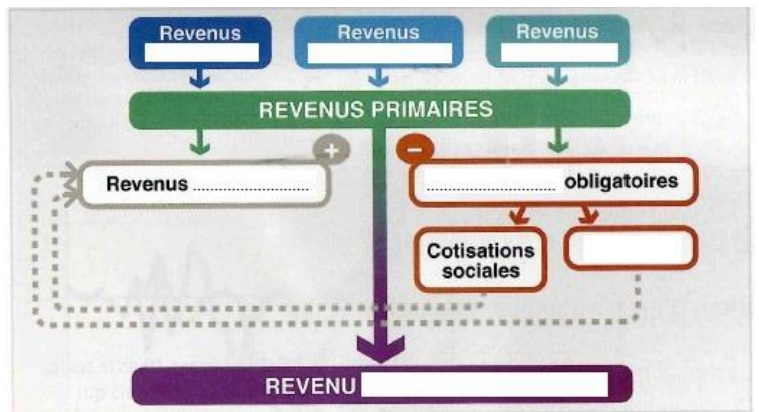
Doc 2 L'impact de la redistribution sur le niveau de vie des ménages.

Sans notre système fiscal [...] les inégalités de revenus seraient considérables. Mais comment cette redistribution opère-t-elle ? Observons tout d'abord la situation du bas de l'échelle des revenus. Avant de payer ses impôts et de recevoir des prestations sociales, c'est-à-dire avant redistribution, un Français sur dix gagne 281 euros par mois et par personne en moyenne. Ces revenus sont composés de revenus d'activité (salaires et revenus mixtes des indépendants) et, pour un très faible montant, de revenus du patrimoine. [...] On comprend vite le problème : personne ne peut se loger, se vêtir, se nourrir avec moins de 10 € par jour. Il existe un consensus pour venir collectivement en aide aux plus pauvres par l'octroi de prestations sociales. Ce soutien de la puissance publique évite à des centaines de milliers de personnes de se retrouver à la rue.



L'effet des impôts est quasiment nul sur le niveau de vie des plus pauvres : en moyenne pour cette tranche de revenus, l'impôt sur le revenu donne lieu à un versement net du fait de la prime pour l'emploi (+ 5 euros par mois), ce qui compense à peu près la taxe d'habitation (- 4 euros en moyenne). Les allocations familiales et les aides au logement apportent respectivement 64 et 172 euros au budget mensuel des 10 % les plus modestes [...]. Le RSA et les autres minima sociaux (minimum vieillesse, allocation aux adultes handicapés) complètent leur revenu pour 217 euros en moyenne. Au total, les prestations sociales procurent 552 euros mensuels à cette tranche de la population, soit les deux tiers de leurs ressources après redistribution, ce qui amène leur niveau de vie à 821 euros par mois. [...]

À l'autre extrémité de l'échelle, les six millions de Français les plus riches touchent en moyenne 5 939 euros de revenus mensuels avant impôts et prestations sociales. Les prélèvements auxquels ils sont soumis représentent 1 293 euros par mois. Ce sont, pour un tiers, des cotisations patronales familiales et les contributions sociales. Les deux autres tiers sont constitués de l'impôt sur le revenu (785 euros par mois) et de la taxe d'habitation (65 euros). Les plus riches bénéficient peu des prestations sociales, 20 euros par mois en moyenne. Après impôts et prestations, leur niveau de vie moyen diminue de 21 % et s'établit à 4 666 euros par mois. [...]



A. Brunner et L. Maurin de l'Observatoire des inégalités, 2018

Q4. A l'aide du texte et de vos connaissances, complétez le schéma avec les termes suivants : impôts / du travail / de transfert / du patrimoine / disponible / prélèvements / mixtes.

Q5. Décrivez le mécanisme de redistribution permettant le passage du revenu primaire au revenu disponible.

**Q6.** La politique fiscale de lutte contre les inégalités entraîne-t-elle un mécanisme de redistribution verticale ou horizontale ? (Justifiez votre réponse à l'aide du schéma situé au verso)

**Q7.** A l'aide des données du document, complétez le tableau suivant :

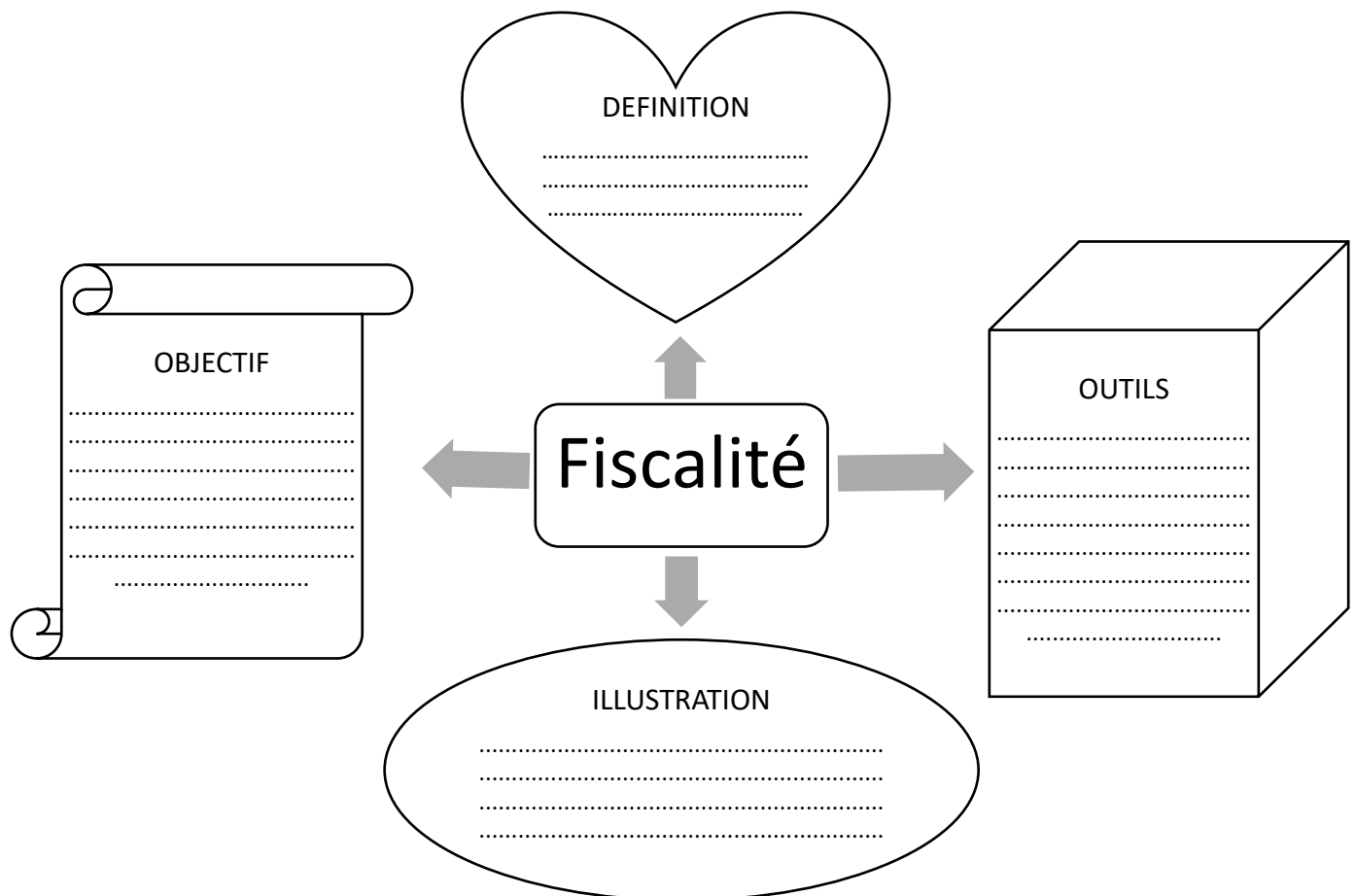
	Montant moyen pour les 10% les plus pauvres (en euros)		Montant moyen pour les 10% les plus riches (en euros)		
Niveau de vie avant redistribution	...		...		
Cotisations	-13	Total :	-443	Total :	
Impôts sur le revenu	...		...		...
Taxe d'habitation	...		...		...
Allocations familiales	...	Total :	+12	Total :	
Autres prestations familiales	+99		+3		...
Aides au logement	...		+1		...
RSA et autres minima sociaux	...		+4		
Niveau de vie avant redistribution	...		...		
Taux de variation (avant/après redistribution)	... %		... %		

Source : INSEE, 2018

**Q8.** Pour quelles catégories de la population l'impact de la redistribution est-il le plus marqué ?

**Q9.** A l'aide de calculs, montrez que la fiscalité et la redistribution contribuent à réduire les inégalités de niveau de vie moyen entre les 10% des français les plus pauvres et les 10% des français les plus riches.

## Partie 2 : Carte mentale



## Tâche finale

Sur une feuille à part, répondez au sujet d'EC1 suivant : « A l'aide d'un exemple, vous montrerez que la fiscalité permet aux pouvoirs publics d'agir en faveur de la justice sociale. »

2<sup>ème</sup> levier : La protection sociale

Membres du groupe :

Partie 1 : Activité sur documents

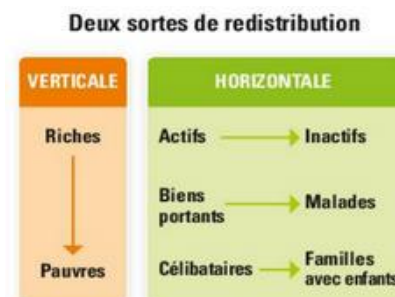
**Doc 1** La protection sociale, qu'est-ce que c'est ?

La protection sociale correspond à l'ensemble des mécanismes [de redistribution] qui permettent aux individus de faire face à des situations, comme la maladie, les accidents du travail, la maternité, la vieillesse ou le chômage, susceptibles de provoquer une baisse de leurs ressources ou une hausse de leurs dépenses. On parle de « risques sociaux ». [...]

[Afin de permettre aux individus de faire face à ces risques, les institutions chargées de la protection sociales vont leur verser] des prestations sociales reposant sur 2 logiques. Une logique d'assurance, comme les allocations chômage ou les indemnités journalières de maladie. Les salariés cotisent en étant prélevés sur leur salaire tous les mois. Ainsi, en cas de chômage ou de maladie, ils peuvent bénéficier d'un revenu de remplacement. Une logique d'assistance, dont l'objectif est de lutter contre la pauvreté, comme le Revenu de Solidarité Active (RSA). Il n'est pas nécessaire de cotiser pour en bénéficier, cependant elles sont versées sous conditions de ressources.

La protection sociale est assurée par plusieurs organismes : la Sécurité sociale (elle fournit aux individus la couverture de base pour les risques maladies, accidents du travail / maladies professionnelles, famille et vieillesse), les organismes chargés des régimes dits complémentaires : ils fournissent une couverture supplémentaire à ces risques, comme les mutuelles de santé et les régimes complémentaires de retraite. Et l'Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) qui gère l'assurance chômage.

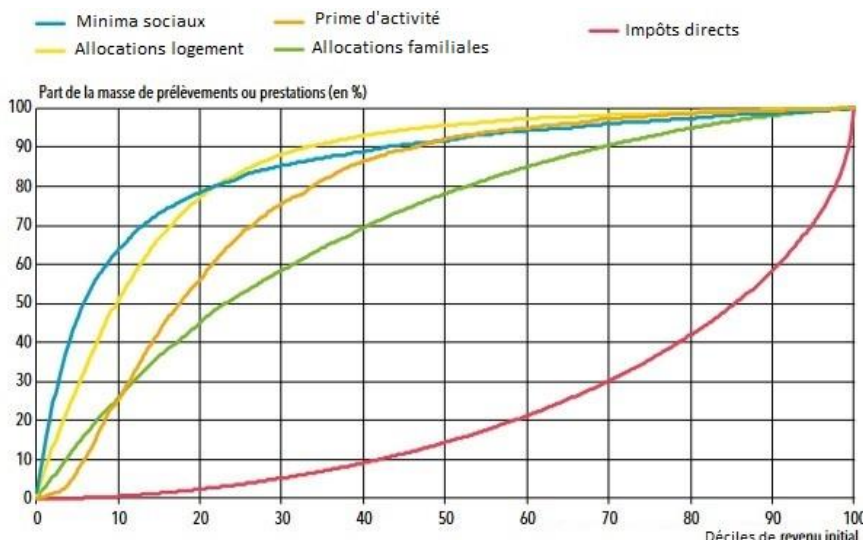
Les sources de financement de la protection sociale proviennent essentiellement : des cotisations sociales : ce sont des prélèvements effectués sur les salaires, dont une partie est payée par l'employeur et l'autre par le salarié ; afin de ne pas faire reposer le financement de la protection sociale uniquement sur les cotisations sociales, on a créé des impôts, comme la CSG (Contribution Sociale Généralisée). Celle-ci concerne non seulement les salaires, mais aussi d'autres types de revenus, comme les pensions de retraite, les allocations chômage, le RSA, ou encore les placements financiers. Enfin, des contributions publiques de l'Etat [qui proviennent principalement des impôts et des taxes] financent des dépenses de solidarité, comme le RSA.



Dessine-moi l'éco, « La protection sociale »

- Q1. Qu'est-ce que la protection sociale ? La redistribution ?
- Q2. Quels sont les « risques sociaux » ?
- Q3. En vous aidant du texte et du schéma, distinguez la logique d'assurance de la logique d'assistance.
- Q4. De quelle logique (assurance ou assistance) ces différentes prestations relèvent-elles ? : Allocation chômage / Minimum vieillesse / Allocation logement / Allocation retraite / Revenu de substitution en cas d'accident du travail / Allocation familiales sous condition de ressources.
- Q5. Quels sont les organismes chargés de la protection sociale en France ?
- Q6. Comment est-elle financée ?

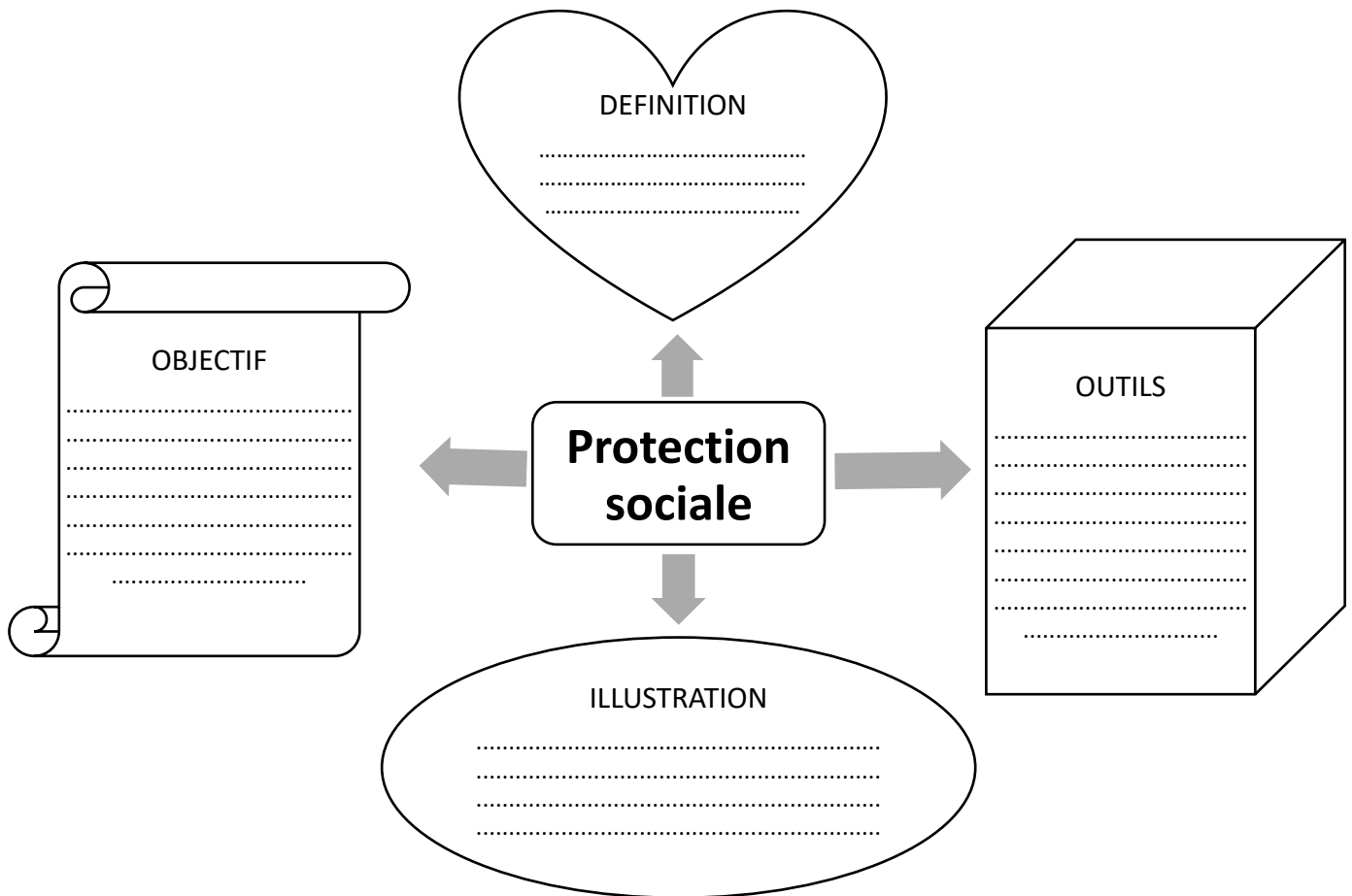
**Doc 2** Concentration des différents revenus de transfert selon le revenu initial (avant redistribution) en 2017



**Lecture** > En 2017, la moitié des personnes dont les revenus initiaux (avant redistribution) sont les plus faibles s'acquittent de 14 % de la masse des impôts directs et perçoivent 78 % des prestations familiales.

**Sources** > Insee-2017

- Q7. Les prestations sociales présentes dans ce document renvoient-elles à la branche assurance ou assistance de la protection sociale ?
- Q8. Faites une phrase de lecture pour le décile « 40 ».
- Q9. A l'aide du document, montrez que la protection sociale redistribue les richesses afin de réduire les inégalités économiques.



Tâche finale

Sur une feuille à part, répondez au sujet d'EC1 suivant : « A l'aide d'un exemple, vous montrerez que la protection sociale permet aux pouvoirs publics d'agir en faveur de la justice sociale. »

## Activité 6 : Les 4 leviers de l'action publique pour lutter contre les inégalités

### 3<sup>ème</sup> levier : Les services collectifs

Membres du groupe :

#### Partie 1 : Activité sur documents

##### Doc 1 L'impact des services collectifs dans la réduction de la pauvreté et des inégalités

Les ménages accèdent à des services publics gratuits ou délivrés à un coût plus faible que celui du marché, comme l'éducation, la santé ou l'action sociale, et bénéficient de [revenus de] transferts affectés à une dépense monétaire particulière, comme les allocations logement, les chèques énergie ou l'aide à une complémentaire santé. Ces prestations, qualifiées de transferts « en nature » par la comptabilité nationale, représentent en moyenne 8 800 euros par an et [par ménage]. Il s'agit de l'un des principaux vecteurs de la redistribution élargie [...].

Pour les 10 % les plus pauvres, ces transferts « en nature » [...] représentent 1,7 fois les transferts monétaires et contribuent à hauteur de 44 % à leur niveau de vie après transferts, contre 7 % pour les 10 % des individus les plus aisés. [...] Les transferts versés aux ménages diminuent donc selon le niveau de vie, du fait du [montant] décroissant des prestations monétaires mais aussi, et surtout, de celles en nature. Si certains de ces transferts en nature ont vocation à permettre à chacun d'accéder à la santé ou à l'éducation par exemple, elles ont également pour effet de réduire les inégalités primaires de revenus. [...]

Parmi ces transferts en nature, la santé est le principal poste avec 4 000 euros en moyenne [par ménage] par an. Les dépenses remboursées décroissent légèrement en fonction du niveau de vie, en raison des remboursements hospitaliers pour séjours de longue durée de type psychiatrique, hospitalisation à domicile et de soins de suite et de réadaptation, plus concentrés sur les ménages modestes. En effet, ces derniers rencontrent plus de problèmes de santé et bénéficient donc davantage du système public de soins. Le système de santé génère ainsi une redistribution importante par rapport à la situation [...] où chacun prendrait directement en charge sa propre santé, et en l'absence de cotisations proportionnelles aux revenus [...].

L'éducation représente, quant à elle, un transfert « en nature » estimé à 2 300 euros par [ménage] par an en moyenne sur l'ensemble de la population [...]. Le transfert lié à l'éducation est le plus élevé pour les 10 % les plus modestes (qui reçoivent 15 % du transfert total) [...]. En effet, un plus grand nombre d'enfants sont scolarisés dans le primaire et le secondaire dans les ménages modestes, tandis que les enfants des ménages les plus aisés suivent davantage des études supérieures, dont le coût est plus élevé. Les 10 % les plus aisés perçoivent ainsi 12 % des dépenses d'éducation du supérieur (24 % pour les étudiants), contre 7 % pour les dépenses d'éducation du primaire et du secondaire.

INSEE, « Réduction des inégalités : la redistribution est deux fois plus ample en intégrant les services publics », 27/05/2021

**Q1.** A quoi correspondent les transferts « en nature » décrit dans le texte et en quoi sont-ils différents des revenus de transfert ?

**Q2.** Qu'est-ce qu'un service public ? Un service public collectif ? Quels sont ceux que l'on retrouve dans le texte ?

**Q3.** Quel est le double objectif des services publics ?

**Q4.** Qu'est-ce que la redistribution ? La redistribution « élargie » ?

**Q5.** En vous aidant du schéma, dites si les services publics et collectifs s'inscrivent dans une logique de redistribution verticale ou horizontale.

**Q6.** Pour chacun des services publics présentés, expliquez brièvement comment il parvient à réduire les inégalités au sein de la population.

##### Doc 2 Comptes nationaux distribués pour la France en 2018 (page suivante)

**Q7.** Faites une phrase de lecture avec les données soulignées.

**Q8.** A l'aide de calculs, comparez les différents revenus et niveau de vie des ménages inférieurs à D1, puis ceux des ménages inférieurs à D1 à ceux des ménages supérieurs à D9. Que constatez-vous ?

**Q9.** A l'aide du document montrez que les services collectifs redistribuent les richesses afin de réduire les inégalités économiques.



#### Deux sortes de redistribution

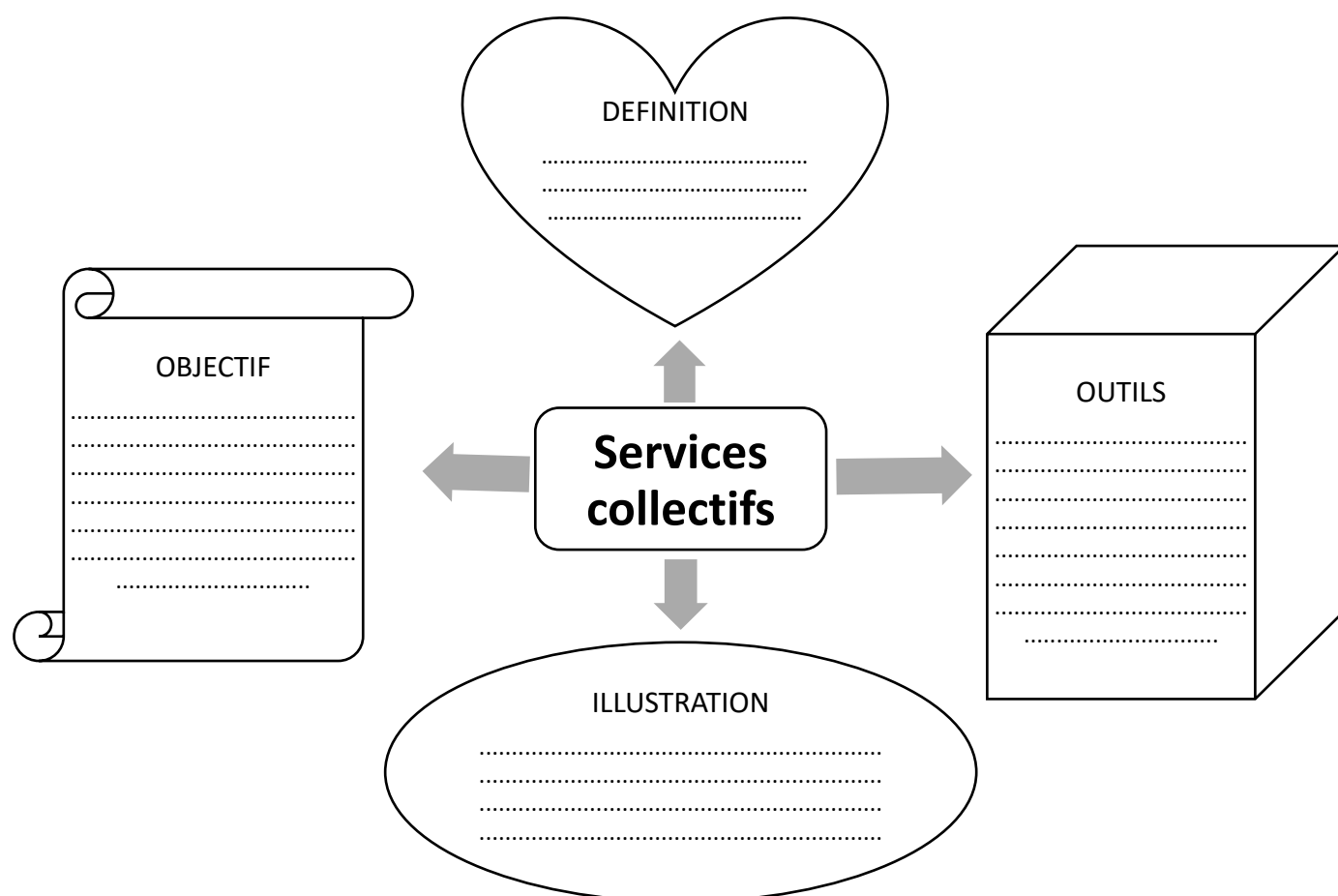




	Ménages inférieurs à D1 (en euros, en moyenne par ménage)	Ménages supérieurs à D9 (en euros, en moyenne par ménage)
<b>Revenus primaires</b>	<b>10 480</b>	<b>133 080</b>
Taxes sur les produits et la production	-4 240	-12 730
Impôts sur les revenus et le patrimoine	-570	-33 590
Cotisations sociales	-2 340	-24 960
Transferts monétaires (revenus de transfert)	7 460	15 440
<b>Revenu disponible</b>	<b>11 000</b>	<b>76 790</b>
Transferts en nature	12 580	6 270
<i>dont : santé</i>	4 090	3 160
<i>enseignement</i>	3 510	1 880
<i>action sociale et logement</i>	4 110	390
Dépenses collectives (justice / police / administration)	4 290	4 740
<b>Niveau de vie élargi</b>	<b>28 370</b>	<b>87 030</b>

Source : INSEE, 2018

## Partie 2 : Carte mentale



## Tâche finale

Sur une feuille à part, répondez au sujet d'EC1 suivant : « A l'aide d'un exemple, vous montrerez que les services collectifs permettent aux pouvoirs publics d'agir en faveur de la justice sociale. »

4<sup>ème</sup> levier : La lutte contre les discriminations

Membres du groupe :

Partie 1 : Activité sur documents

**Doc 1** La lutte contre les discriminations : l'exemple du défenseur des droits

Le défenseur des droits est une institution indépendante de l'État. Créée en 2011 et inscrite dans la Constitution, elle s'est vue confiée deux missions :

- défendre les personnes dont les droits ne sont pas respectés ;
- permettre l'égalité de tous et toutes dans l'accès aux droits.

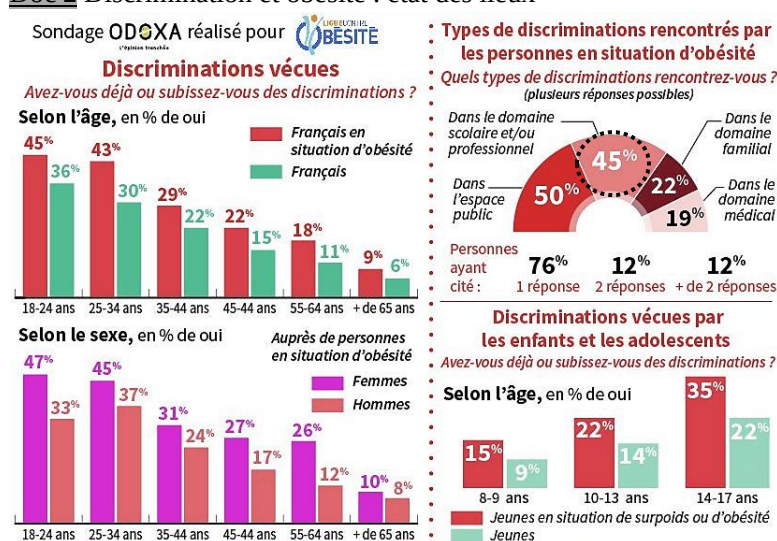
Toute personne physique (un individu) ou toute personne morale (une société, une association...) peut le saisir directement et gratuitement lorsqu'elle pense qu'elle est discriminée [...].

En droit, une discrimination est un traitement défavorable qui doit généralement remplir deux conditions cumulatives : être fondé sur un critère défini par la loi (sexe, handicap, orientation sexuelle, appartenance ou non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation ou une prétendue race, etc.) et relever d'une situation visée par la loi (accès à un emploi, un service, un logement...). [...] Une discrimination peut être directe si la décision contestée est fondée sur un de ces critères définis par la loi (ex : on refuse de me louer un appartement car je suis étranger). Une discrimination peut aussi être indirecte si une règle apparemment neutre a pour effet un traitement défavorable sur des personnes à raison d'un de ces mêmes critères (ex : une règle défavorisant les salariés à temps partiel peut constituer une discrimination indirecte fondée sur le sexe, puisque statistiquement une nette majorité des salariés à temps partiel sont des femmes).

[www.defenseurdesdroits.fr](http://www.defenseurdesdroits.fr)

- Q1. Qu'est-ce qu'une discrimination ?  
Q2. Quel est le rôle du défenseur des droits ?

**Doc 2** Discrimination et obésité : état des lieux



Q3. Faites une phrase de lecture avec la donnée entourée.

Q4. A l'aide de calculs, comparez la part des hommes et celle des femmes en situation d'obésité déclarant avoir été victime de discrimination. Que constatez-vous ? Comment l'expliquez-vous ?

Q5. A l'aide du document, montrez que les discriminations touchant les personnes en situation d'obésité affectent presque toutes les dimensions de leur vie.

**Doc 3** Des mesures de discrimination positive pour les bacheliers

Il y a quelques années, cela aurait fait scandale. On aurait crié à la menace sur le niveau, alerté sur la rupture d'égalité entre les candidats... [...]

Et pourtant, le principe d'un coup de pouce aux classes sociales les plus défavorisées est en train de s'installer, à bas bruit, dans l'enseignement supérieur. Parcoursup, le système d'affectation des lycéens après le bac, agit comme une petite révolution. Voilà deux sessions qu'est appliqué un « pourcentage minimal de bacheliers retenus bénéficiaires d'une bourse nationale de lycée », lié à la part de boursiers parmi les candidats, à l'entrée des universités, des classes préparatoires, en STS et en IUT. [...] La discrimination positive en direction des boursiers, instaurée en 2018, est à l'œuvre, sans levée de boucliers. [...]

Au début des années 2000, la création d'une voie spéciale d'entrée à Sciences Po Paris pour les lycéens d'établissements de quartiers défavorisés partenaires, à côté du concours, provoque encore de fortes résistances. [...] Au cours du quinquennat Hollande, ce sont des quotas de bacheliers professionnels et technologiques qui sont progressivement instaurés en BTS et DUT, au début des années 2010. [...] En 2018, Parcoursup généralise l'examen du dossier scolaire des candidats, y compris à l'entrée à l'université. En contrepartie, les quotas de boursiers apparaissent comme la garantie sociale qui tempère la sélection.

C. Stromboni, « Discrimination positive des étudiants, une révolution à bas bruit », *Le Monde*, 10/07/2019

- Q6. Qu'est-ce que la discrimination positive ? Comment s'opère-t-elle ?  
Q7. A quel type d'égalité la discrimination positive s'oppose-t-elle ? Sur quel type d'égalité est-elle basée ? Quel type d'inégalité cherche-t-elle à réduire ?

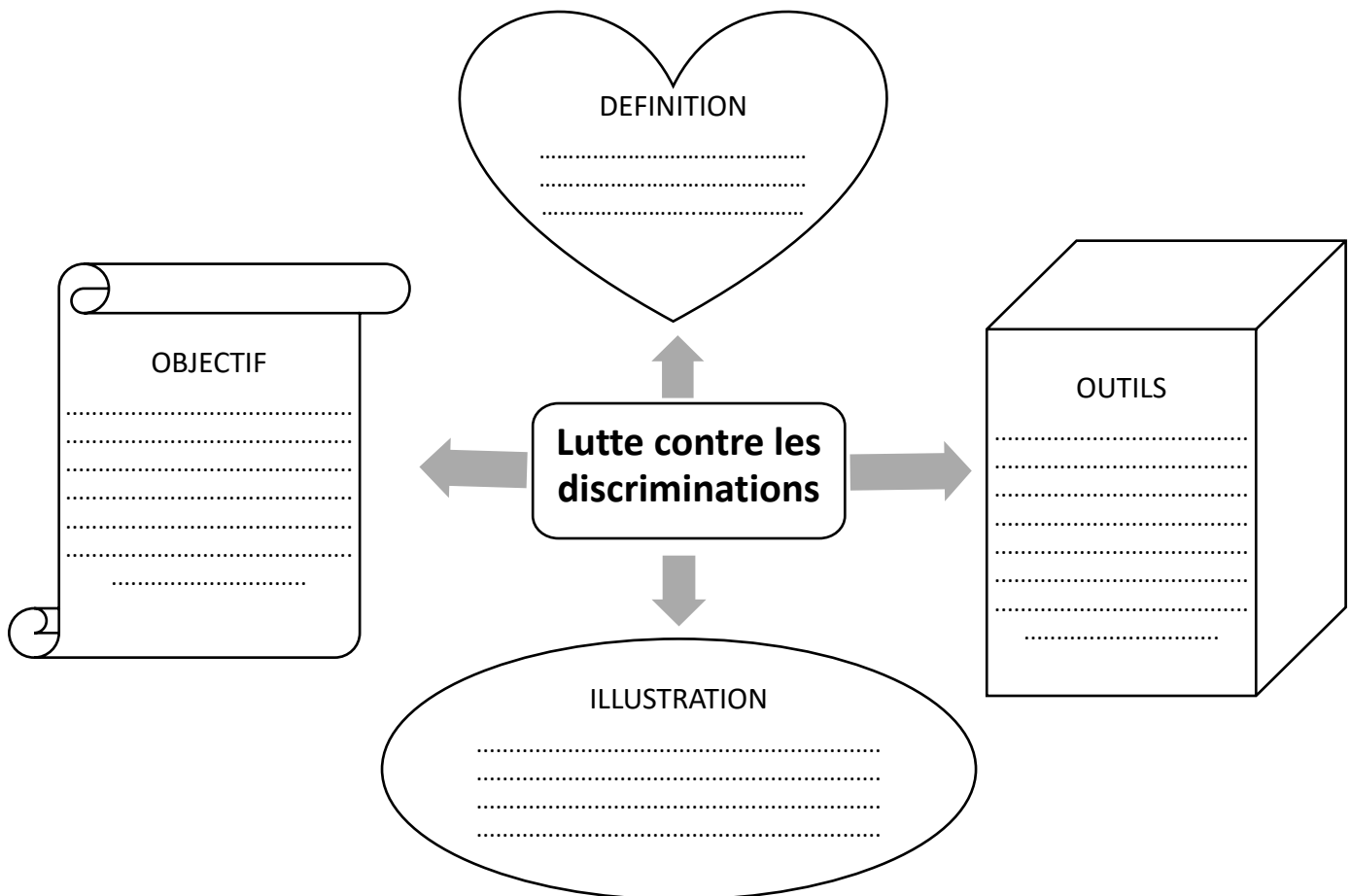
**Q8.** Montrez que les mesures listées dans le texte sont une forme de discrimination positive.

**Doc 4** Campagne de sensibilisation contre les discriminations à l'embauche



**Q9.** Selon vous, comment cette campagne de sensibilisation peut-elle permettre de lutter contre les discriminations à l'embauche ?

**Partie 2 : Carte mentale**



**Tâche finale**

Sur une feuille à part, répondez au sujet d'EC1 suivant : « A l'aide d'un exemple, vous montrerez que la lutte contre les discriminations permet aux pouvoirs publics d'agir en faveur de la justice sociale. »